

LES DÉTERMINANTS DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES AU MAROC : UNE ANALYSE PAR MILIEU GÉOGRAPHIQUE

Touhami ABDELKHALEK*, Florence ARRESTOFF**,
Najat EL MEKKAOUI DE FREITAS**,
Sabine MAGE-BERTOMEU**

Résumé - Cet article propose une analyse des déterminants microéconomiques de l'épargne des ménages au Maroc à partir d'une enquête menée à la fois dans une zone urbaine et dans une zone rurale. Les statistiques descriptives étudiées laissent supposer que les déterminants de l'épargne au Maroc sont multiples et relativement communs aux deux zones. L'analyse économétrique montre que le revenu courant a un impact positif sur le niveau d'épargne en zone urbaine contrairement à la zone rurale où l'alphanétisation du chef de ménage apparaît déterminante. L'hypothèse de cycle de vie n'est pas confirmée. En zone urbaine uniquement, la taille du ménage influence négativement le montant d'épargne tandis que les femmes chefs de ménage épargnent plus que les hommes à l'exception des ménages à très haut revenu. Le comportement d'épargne des ménages s'avère donc sensiblement différent selon leur lieu de résidence.

Mots clés : ÉPARGNE, MAROC, DONNÉES INDIVIDUELLES, MICRO-ÉCONOMÉTRIE.

Classification JEL : E21, D12, C3

Les auteurs remercient la Caisse des Dépôts et de Gestion (Maroc) et la Caisse des Dépôts et Consignations (France) pour leur soutien ainsi que la Chaire Dauphine-ENSAE-Groupama.

* INSEA, Rabat, Maroc.

** Université Paris-Dauphine, LEDa, Paris, France ; IRD, UMR 225-DIAL, Paris, France.

INTRODUCTION

Cet article a pour objet l'analyse des déterminants microéconomiques de l'épargne des ménages dans un pays à revenu intermédiaire, le Maroc. Depuis le début des années 1990, la situation économique et financière du Maroc est relativement stable mais la croissance très volatile (des activités agricoles en particulier), n'a pas permis de faire reculer le chômage et la pauvreté. Dans ce contexte, la mobilisation et l'affectation de l'épargne des ménages représentent une des stratégies majeures des institutions publiques et privées pour promouvoir l'investissement et la croissance. La mise en œuvre de ces stratégies nécessite une analyse assez précise des déterminants de l'épargne. Or, les questions d'allocation de revenu et de décision d'épargne des ménages ont été peu abordées dans le cas de l'économie marocaine. L'article propose ainsi une évaluation économétrique des déterminants de l'épargne des ménages à partir de statistiques tirées d'une enquête de terrain, l'enquête CBMS (*Community Based Monitoring System*) menée en 2006-2007.

L'enquête CBMS est tout à fait originale puisqu'elle renseigne à la fois sur le revenu et la consommation des ménages selon un large éventail de caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques. En outre, elle couvre un échantillon de la population marocaine qui distingue foyers urbains et foyers ruraux, élément essentiel pour l'étude du comportement d'épargne dans un pays à revenu intermédiaire.

L'objectif de cet article est de comprendre le comportement d'épargne des ménages en fonction de la zone de résidence mais aussi en fonction d'un certain nombre de caractéristiques individuelles telles que le nombre d'enfants dans la famille, le nombre d'inactifs, le type de logement, etc.

En raison de l'absence de données individuelles, peu de travaux dans la littérature proposent une telle analyse des déterminants de l'épargne dans les pays en développement ou à revenu intermédiaire. Carpenter et Jensen (2002) ainsi que Kulikov, Paabut et Staehr (2007) analysent dans quelle mesure les caractéristiques individuelles affectent l'épargne des ménages au Pakistan et en Estonie respectivement. Carpenter et Jensen (2002) mettent particulièrement en évidence le rôle des institutions de collecte de l'épargne et distinguent les organismes formels (banques) des institutions informelles. Ils montrent que plus le revenu s'accroît, plus la volonté de participer au système formel est importante. En revanche, leurs résultats indiquent qu'il n'y a pas de différence quant à l'accès aux institutions formelles selon la zone d'habitation (urbain, rural). Kulikov et al. (2007) ont analysé les déterminants de l'épargne des ménages du côté de la demande en tenant compte de la variabilité des revenus et de sa structure (revenu financier, non financier) dans le cadre de l'Estonie. A partir d'une enquête sur le budget des ménages, leurs résultats mettent en avant un taux d'épargne des ménages principalement lié au revenu transitoire et non permanent. Parmi les variables d'intérêt, le statut du ménage vis-à-vis du marché du travail, sa détention d'actifs non financiers (immobilier par exemple) et l'accès au marché du crédit n'ont pas d'impact sur le comportement d'épargne des ménages. En revanche, la possession de biens durables influence négativement l'épargne des ménages.

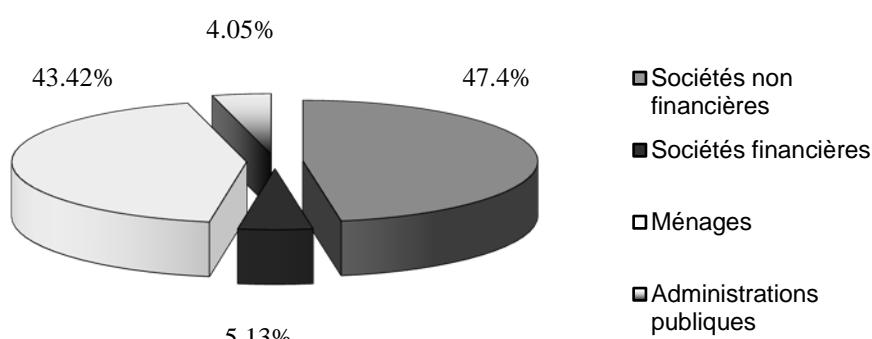
Cet article s'inscrit dans la continuité de ces travaux. Il est organisé en trois sections. La première section met en évidence les enjeux liés à l'analyse des déterminants de l'épargne au Maroc ainsi que l'intérêt de la base CBMS pour la problématique étudiée. Un traitement statistique qui permet une première évaluation du comportement d'épargne est proposé dans la deuxième section. La troisième section présente les modèles économétriques et les résultats obtenus en matière de décision microéconomique d'épargne.

1. LA MESURE DE L'ÉPARGNE ET L'APPORT D'UNE ENQUÊTE DE TERRAIN

Au sein de l'économie domestique, plusieurs catégories d'agents participent à la constitution de l'épargne nationale brute : les sociétés financières (qui participent à la collecte de l'épargne), les sociétés non financières, les ménages et les administrations publiques.

Comme le montre la figure 1 qui présente la répartition de l'épargne globale par secteur institutionnel pour l'année 2003, les deux secteurs qui participent le plus à l'effort d'épargne nationale au Maroc sont les sociétés non financières et les ménages.

Figure 1. Structure de l'épargne au Maroc (en %), 2003



Source : auteurs d'après « *Les comptes de la Nation de base 1998* », Royaume du Maroc, HCP, Direction de la statistique (2006).

Par ailleurs, selon le rapport du HCP (2006), les années 1999-2000 sont marquées par une diminution de l'épargne globale qui est essentiellement liée à la réduction du montant d'épargne des ménages. De même, la hausse constatée entre 2000 et 2001 (+ 35,77 % en dirhams courants) est également due au comportement des ménages. A ce titre, une analyse précise de l'épargne des ménages est fondamentale. Or, l'une des difficultés majeures rencontrées dans l'analyse de l'épargne des ménages est relative à son observation et donc à sa quantification. Dans un pays tel que le Maroc, il n'existe pas de données microéconomiques précises portant sur l'épargne des ménages. L'enquête auprès des ménages dont nous disposons, réalisée en milieu urbain et en milieu rural, permet de remédier à cette absence de données.

1.1. La mesure de l'épargne dans les pays à revenu intermédiaire

L'épargne des ménages se décompose en deux parties distinctes : l'épargne financière et l'épargne non-financière. L'épargne financière correspond à l'acquisition de monnaie et de produits financiers par les ménages à partir de leur revenu. Les produits financiers sont composés de liquidités, de placements en titres et de produits d'épargne contractuelle. L'épargne non financière correspond à la partie de leur revenu que les ménages mobilisent pour financer des investissements futurs. Mais ces deux formes d'épargne se révèlent insuffisantes pour mesurer celle relative aux ménages dans les pays à revenu intermédiaire.

La thésaurisation, définie au sens strict comme la conservation par les ménages de monnaie fiduciaire (billets et pièces), peut elle aussi être considérée comme une forme d'épargne. Malgré son absence de rendement et les problèmes de sécurisation des fonds qu'elle implique dans certains pays, les ménages peuvent préférer conserver leur épargne chez eux. Cette épargne parfaitement liquide et facile d'utilisation leur permet de répondre aux besoins urgents mais aussi dans certaines situations aux opportunités qui se présentent à eux. Elle peut prendre d'autant plus d'importance que la confiance des ménages dans le secteur bancaire est faible.

Par ailleurs, l'épargne non financière peut prendre la forme d'autres types d'actifs tels que les matériaux précieux ou semi-précieux (bijoux, objets en argent, etc.) qui, au Maroc, comme dans l'ensemble des pays de la région, occupent une place primordiale au sein des familles. Ils font l'objet d'une accumulation régulière pour être échangés contre des liquidités en cas de besoins relatifs au cycle de vie (éducation, mariage, déménagement, immigration, etc.) ou de dépenses urgentes. L'épargne non financière peut aussi être approchée par d'autres formes d'investissement telles que la terre, le bétail, les machines. Robinson (2004) met en avant ces principales formes d'épargne auxquelles s'ajoutent les matériaux de construction, les céréales et cultures.

D'une manière générale, l'épargne en nature occupe donc une place prépondérante dans l'épargne des ménages. Selon les travaux de Goldstein et Barro (1999), «*une de ses caractéristiques essentielles [l'épargne en nature] est de pouvoir être revendue facilement en cas de besoin social ou d'opportunité économique. Pour les stocks de céréales ou les achats de bétail, s'y ajoute une motivation forte de rentabilité économique*». Ainsi, l'accumulation des espèces animales est source de profits. Les animaux peuvent être revendus sans difficulté et certains produisent d'autres biens consommables ou commercialisables (lait, œufs, laine, etc.) ou sont utilisables en tant qu'outil agricole. Il existe néanmoins de nombreux inconvénients à une telle forme d'épargne : l'élevage nécessite des ressources (pâturage, eau, nourriture) ; il requiert un certain temps de travail non rémunéré en tant que tel ; il existe un risque de pertes de bétails consécutif à des maladies ou à des catastrophes naturelles.

1.2. L'enquête CBMS

L'enquête CBMS de 2006-2007, financée conjointement par le Ministère des Finances et de la Privatisation et par l'UNIFEM (Fonds des Nations Unies pour le Développement des Femmes), a pour premier objectif d' « assister les décideurs et les acteurs locaux dans le suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté, des Objectifs du millénaire et d'autres initiatives de développement ». Cette enquête souhaite plus précisément « combler le manque de données au niveau local [...] , fournir des données fines, régulières, fiables et pertinentes [...] et fournir aussi bien des informations socioéconomiques au niveau individuel, du ménage et de la communauté que des informations sur l'impact des services et autres activités du gouvernement sur la population, les ménages et les communautés ». A ce titre, l'enquête a été réalisée dans deux communes jugées pauvres, l'une en zone urbaine (commune d'Essaouira) et l'autre en zone rurale (commune de Bouaboud). L'enquête CBMS repose sur un échantillon représentatif de la population des deux communes enquêtées, comprenant environ 300 ménages par commune.

2. LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES MÉNAGES : UNE PREMIÈRE APPROCHE STATISTIQUE

Les données de l'enquête CBMS permettent de caractériser la situation économique des deux communes de référence en termes d'activité, de chômage mais aussi de revenu et de pauvreté ce qui, en soi, constitue un atout majeur.

2.1. Activité économique et chômage dans les communes de Bouaboud et d'Essaouira en 2006-2007

A Essaouira, seulement 38% de la population âgée de 7 ans et plus se déclare active. Le taux d'activité, qui mesure la part « *des personnes qui participent ou qui cherchent à participer à la production des biens et services* » s'avère donc inférieur à la moyenne nationale (52 %) mais aussi au taux d'activité moyen en milieu urbain (pas loin de 45%). Il en est de même à Bouaboud, commune rurale, où seulement 22 % de la population concernée se déclare active alors que la moyenne en milieu rural au Maroc atteint 60,6 %.

Décliné selon le genre, le taux d'activité est, comme attendu, supérieur pour les hommes mais de grandes différences apparaissent entre Bouaboud et Essaouira. A Essaouira, 54 % des hommes se déclarent actifs contre 22 % des femmes. Si le taux d'activité masculin reste très inférieur à la moyenne nationale urbaine (72 %), tel n'est pas le cas du taux d'activité féminin qui, bien que faible, se révèle comparable à la moyenne nationale urbaine (21 %). Le taux de féminisation de la population active (31 %) étant aussi largement supérieur à la moyenne urbaine au Maroc (moins de 23,6 %), le poids des femmes dans l'activité économique d'Essaouira constitue une caractéristique intéressante pour cette ville.

A Bouaboud, l'écart entre hommes et femmes est très marqué puisque 46 % des hommes sont actifs (soit un taux bien inférieur à la moyenne nationale en

zone rurale qui atteint 83,4 %) alors que ce n'est le cas que de moins de 1 % des femmes interrogées. Comme indiqué dans le Projet CBMS-Maroc (2006-2007a), p. 25, « *il est clair que cette définition statistique de l'activité est manifestement prise à défaut pour la femme rurale au Maroc en général et à Bouaboud en particulier* ».

Le marché du travail marocain est caractérisé par un secteur public prépondérant, une migration importante des travailleurs vers l'étranger et des indemnités de licenciement relativement élevées (Agenor et El Aynaouni, 2005). Les auteurs notent également un taux de chômage très élevé des jeunes urbains qualifiés, situé autour de 9,7 % en 2006 selon le HCP. L'étude de El Aoufi et Bensaïd (2005) insiste sur le fait que ce sont les jeunes urbains (moins de 35 ans) qui sont les plus touchés par le chômage.

Dans l'enquête CBMS, si l'on s'intéresse à la population active âgée de 15 à 65 ans et qui se déclare au chômage (*toute personne de cette tranche d'âge qui ne travaille pas, n'ayant pas travaillé pendant les 24 heures de référence de l'enquête, qui n'a pas de travail non fait pendant les dernières 24 heures mais qui en cherche*), il ressort que le taux de chômage à Essaouira en 2007 serait de l'ordre de 22,2 %. Ce taux est deux fois plus élevé que le taux de chômage national pour la même année et le même trimestre que l'enquête. Plus précisément, ce taux de chômage s'avère fort différent selon le genre : il est de 14,8 % pour les hommes et de 38 % pour les femmes. Il est ainsi comparable à celui du milieu urbain en moyenne nationale pour les hommes (14,2 %) mais est largement plus élevé pour les femmes (21,2 % en moyenne urbaine nationale). Ces chiffres témoigneraient donc d'un chômage élevé à Essaouira par rapport au niveau national et ce, plus particulièrement pour les femmes.

A Bouaboud au contraire, le taux de chômage est pratiquement nul (1,3 %) et nettement inférieur à celui enregistré en moyenne en milieu rural (3,9 %). Combiné au faible taux de participation des femmes au marché du travail, ce résultat signifie probablement qu'une part massive de la population féminine à Bouaboud est en réalité inactive, au sens économique du terme.

La raison la plus fréquente bien identifiée pour expliquer la situation de chômage à Essaouira est la fin du processus scolaire (général ou professionnel) sans l'obtention d'un diplôme (23 %). Ce constat est le même pour les hommes et pour les femmes interrogées. D'autres raisons, a priori moins évidentes, expliqueraient toutefois environ 40 % des situations de chômage à Essaouira : des opportunités d'emploi limitées, la difficulté du travail, le mariage, etc.

Pour la commune de Bouaboud, la cause la plus fréquente de chômage est l'entrée démographique et officielle dans l'âge actif (15 ans). Si les individus jeunes ne trouvent pas d'emplois, ils risquent alors de quitter la commune comme l'ont fait leurs aînés ayant connu la même situation.

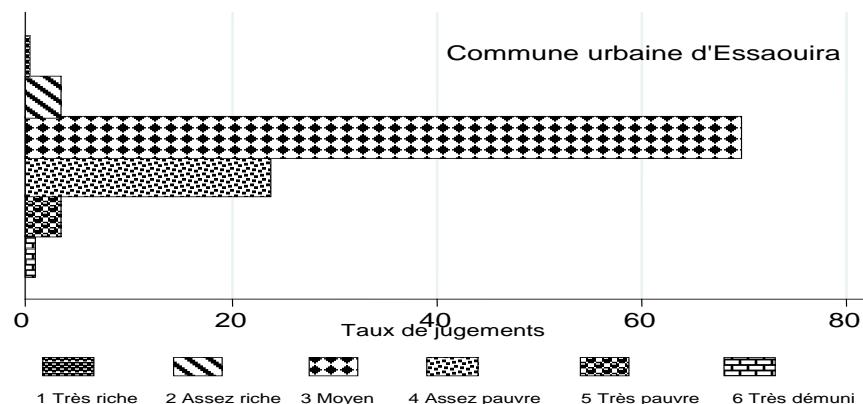
Quant à la population active occupée, elle est principalement salariée (58,6% à Essaouira et 34,3 % à Bouaboud) ou indépendante (61,7 % à Bouaboud et 25,6 % à Essaouira), les autres statuts (chômeur, employeur, aide fami-

liale, associé ou coopérant) étant négligeables tant pour les hommes que pour les femmes.

2.2. Revenu, pauvreté et épargne des ménages

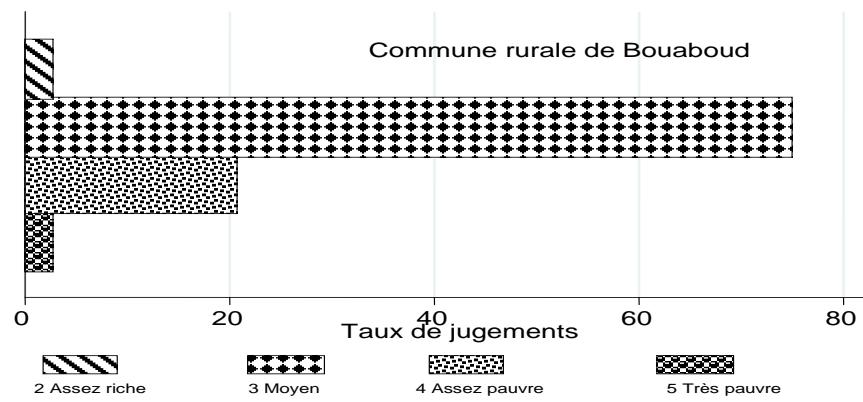
D'après les données de l'enquête CBMS, et sur la base de l'auto jugement des interviewés, 68,7% des ménages déclarent avoir un niveau de vie moyen dans la zone urbaine d'Essaouira, contre 76,2 % dans la commune rurale de Bouaboud (figures 2 et 3). Seuls 2,8 % se classent eux-mêmes comme étant riches ou assez riches à Essaouira (contre 1,8 % à Bouaboud) et sont donc en situation d'épargner une partie de leurs revenus.

Figure 2. Répartition des ménages selon l'auto jugement de leur niveau de vie



Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

Figure 3. Répartition des ménages selon l'auto jugement de leur niveau de vie

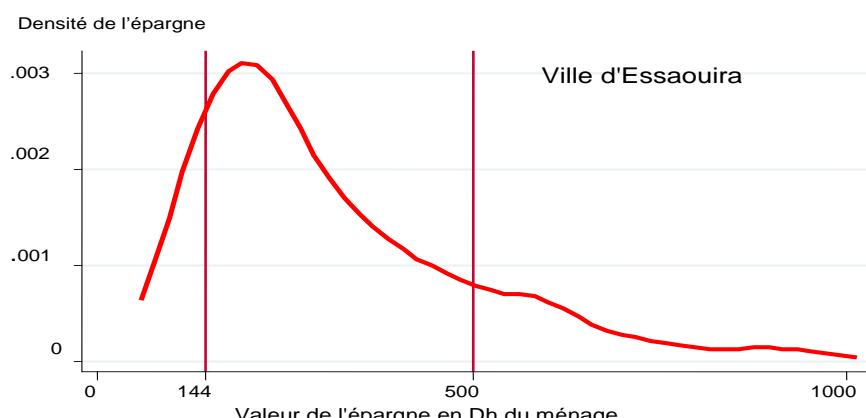


Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

Cela étant, la comparaison entre les revenus annuels moyens des ménages et leurs dépenses de consommation indique que les ménages parviennent à épargner et ce, quelle que soit leur zone de résidence. Le revenu annuel moyen des ménages d'Essaouira serait de l'ordre de 36800 dirhams¹, et leurs dépenses de consommation d'environ 35000 dirhams.

L'épargne des ménages est mesurée par la fraction non consommée du revenu des ménages. Elle est évaluée à 2109 dirhams en moyenne annuelle à Essaouira ou, après correction par la taille du ménage, à 558 dirhams par tête. Au sein des ménages enquêtés, le niveau d'épargne le plus faible est de 10 dirhams et le niveau le plus élevé est évalué à 84000 dirhams. La densité de l'épargne (figure 4) révèle que la fraction la plus large des ménages épargne environ 150 dirhams par an.

Figure 4. Densité de l'épargne des ménages à Essaouira

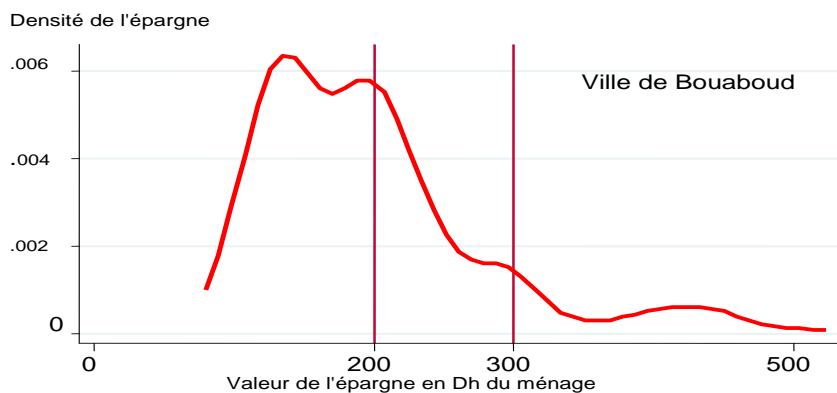


Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

A Bouaboud, l'épargne est estimée en moyenne annuelle par ménage à 517 dirhams seulement (ou 97 dirhams par tête), mais il convient de rappeler que l'une des raisons pour lesquelles cette localité a été retenue comme pilote pour l'enquête CBMS tient justement à son niveau de pauvreté. Sur l'ensemble de la population de Bouaboud, l'épargne oscille entre 15 et 45200 dirhams, la plus large fraction de ces ménages épargnant moins de 200 dirhams par an (figure 5).

Bien que positifs dans les deux communes, les niveaux d'épargne s'avèrent donc relativement bas puisque situés entre 3 % de leur revenu pour les ménages ruraux et 5-6 % pour les ménages urbains.

¹ Cette même variable, corrigée par la taille des ménages, fait ressortir un revenu annuel moyen par tête et par ménage d'un peu plus de 9000 dirhams.

Figure 5. Densité de l'épargne des ménages à Bouaboud

Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

2.3. Comportement d'épargne et caractéristiques socio-économiques

Le comportement d'épargne de la population rurale et urbaine peut être précisé à l'aune d'autres déterminants tels que le genre, l'âge, la taille du ménage, le nombre d'actifs occupés au sein du ménage, etc.

Les femmes représentent 52,1% de la population en 2007 à Essaouira et 54,3% à Bouaboud. Dans les deux localités, ce plus grand nombre de femmes concerne plus spécifiquement les jeunes de moins de 35 ans, et est à relier au fait que la migration et l'exode rural sont des phénomènes plus masculins que féminins. Plus précisément, notons que dans la ville d'Essaouira, 21 % des ménages ont une femme comme chef de ménage ce qui représente une proportion plus élevée que ce que l'on constate au niveau national (17%).

Cette distinction par genre est importante car il a été montré que les femmes ont une volonté d'épargne supérieure à celle des hommes (notamment pour l'éducation et la santé de leurs enfants) et qu'elles gèrent plus activement leur épargne. Selon Goldstein et Barro (1999), « *les stratégies d'épargne des hommes et des femmes sont très différentes, les femmes utilisent à la fois le secteur intermédiaire et le secteur autonome et arbitrent à tout moment entre besoins de consommation, besoins sociaux et activités économiques* ».

Tableau 1. Niveau d'épargne en fonction du sexe du chef de famille (en dirhams)

	Bouaboud	Essaouira
Femme	1032	1216
Homme	170	2365

Source : auteurs d'après l'enquête CBMS, 2007.

De fait, un comportement d'épargne différent selon le sexe du chef de ménage en zone urbaine et rurale est observé (tableau 1). Toutefois, il apparaît

que si les femmes épargnent plus que les hommes en milieu rural, conformément à l'analyse ci-dessus, tel n'est pas le cas en milieu urbain.

A Bouaboud, les ménages dont le chef de famille est une femme épargnent beaucoup plus en moyenne que les ménages ayant un homme à leur tête ce qui peut s'expliquer par le fait que dans ce village, les femmes ont en charge la culture arganière, source de revenus importants. En revanche, à Essaouira, les ménages dirigés par un homme ont une capacité d'épargne plus importante.

Par ailleurs, nous constatons que la structure de la population reste relativement jeune. Dans les deux municipalités, les moins de 35 ans représentent plus de 60% de la population. Or, le profil d'épargne selon l'âge du chef de famille est très différent entre la ville et la campagne (tableau 2). A Essaouira, les ménages jeunes épargnent relativement plus à la fois en niveau mais aussi en proportion du revenu. Si la diminution observée de l'épargne aux âges élevés corrobore l'hypothèse du cycle de vie, elle s'explique aussi par des niveaux de revenu très inférieurs à la moyenne (28000 dirhams pour les plus de 60 ans).

Au contraire, à Bouaboud, le niveau d'épargne va croissant avec l'âge du chef de famille, malgré une baisse de revenu aux âges élevés. Les comportements d'épargne en zone rurale contrastent donc fortement avec ceux observés en zone urbaine.

Tableau 2. Niveau d'épargne (en dirhams) en fonction de l'âge du chef de famille

	Bouaboud	Essaouira
Moins de 35 ans	(4000)*	3150
Entre 35 et 60 ans	348	2341
Plus de 60 ans	513	823

Source : auteurs d'après l'enquête CBMS, 2007.

* Une seule observation, non interprétable.

Ceci peut s'expliquer par un taux d'analphabétisme du chef de ménage croissant avec l'âge de ce dernier. En 2007, dans la commune rurale de Bouaboud, environ les deux tiers de la population sont analphabètes (62,7%) au sens où ils ne savent ni lire ni écrire dans au moins une langue (arabe, français ou autres langues). Ce taux est relativement bas pour les hommes (44,4%) et élevé pour les femmes (77,4%). Il faut toutefois noter que la tranche d'âge 10-19 ans enregistre des taux d'analphabétisme assez faibles (30% au niveau global, 20% pour les hommes et 35% pour les femmes), en raison d'un meilleur accès à l'école qui a permis une réduction de l'analphabétisme des jeunes garçons comme des jeunes filles. En milieu urbain, la commune d'Essaouira fait état d'un taux d'analphabétisme beaucoup plus faible, de 24,6%, mais là aussi, les femmes sont les plus touchées puisque 32,1% d'entre elles sont analphabètes.

Bien que le pourcentage d'analphabètes au Maroc diminue avec l'augmentation du niveau de vie et, conjointement, avec l'urbanisation, cet analphabétisme d'une grande partie de la population adulte implique un accès limité aux différents produits financiers et non financiers. L'offre d'épargne

étant par ailleurs limitée en zone rurale en raison d'une demande trop faible, un recours massif à l'épargne informelle ou « de proximité » est probable.

En termes de fécondité, l'indice de fécondité révèle que le nombre d'enfants par femme au Maroc n'a cessé de décroître depuis le début des années 1980, que ce soit en zone urbaine ou rurale. Alors qu'en 1960, les femmes avaient en moyenne plus de sept enfants, elles en ont aujourd'hui 2,5 (Recensement Général de la Population et de l'Habitat, HCP, 2007). La fécondité reste plus élevée à la campagne, ce qui peut refléter une différence de mœurs et de contextes familiaux. De fait, à Essaouira, 14% des ménages sont constitués d'une seule ou deux personnes, 70,4% de 3 à 6 personnes, et 15,6% d'au moins 7 personnes. La part des ménages de taille élevée est sensiblement plus importante en zone rurale, Bouaboud comptant ainsi 36,5% de ménages de 7 personnes ou plus. Ceci traduit la dominance des structures familiales élargies propre au milieu rural.

Or, la taille du ménage est un déterminant de l'épargne au niveau micro-économique qui a des effets ambigus : avoir plus d'enfants peut inciter les parents à épargner davantage dans la perspective du financement de leurs études par exemple, mais peut aussi les contraindre à réduire leur épargne en raison d'une consommation plus élevée. Ce dernier résultat est confirmé par le tableau 3 qui montre que lorsque la famille est très nombreuse, la capacité d'épargner est alors plus faible.

Nous observons que la taille du ménage agit dans le même sens à Bouaboud et Essaouira. Dans les deux cas, les familles constituées de 3 à 6 membres sont celles qui épargnent le plus en moyenne. Au-delà, les ressources sont probablement insuffisantes pour maintenir un niveau d'épargne conséquent.

Tableau 3. Niveau d'épargne (en dirhams) selon la taille du ménage

	Moins de 3 personnes	Entre 3 et 6 personnes	Plus de 6 personnes
Bouaboud	214	538	510
Essaouira	739	2641	931

Source : auteurs d'après l'enquête CBMS, 2007.

Parallèlement à la taille du ménage, l'activité économique des membres du ménage doit aussi être prise en considération. L'enquête CBMS confirme qu'en ville comme en zone rurale, plus le nombre d'actifs occupés dans le ménage est important, plus le niveau d'épargne moyen est élevé² (tableau 4).

Tableau 4. Niveau d'épargne (en dirhams) selon le nombre d'actifs occupés

	Aucun actif	1 à 2 actifs	3 à 4 actifs	Plus de 5 actifs
Bouaboud	138	521	957	700
Essaouira	1660	1991	3911	1078

Source : auteurs d'après l'enquête CBMS, 2007.

² A l'exception des familles composées de plus de cinq actifs occupés, soit 3 ménages sur tout l'échantillon.

En résumé, ces premiers résultats tendent à expliquer les niveaux d'épargne des ménages par différents facteurs : le revenu, l'activité économique et la taille du ménage qui semblent affecter le niveau d'épargne de manière parallèle à Bouaboud et à Essaouira ; mais aussi l'âge et le sexe du chef de ménage qui agiraient sur l'épargne de manière contraire selon le milieu géographique de résidence du ménage.

2.4. Epargne non financière : habitat, terres et bétail

A la fin des années 1990, en vue d'améliorer le bien-être de la population, les pouvoirs publics ont pris nombre de mesures visant à améliorer les conditions de logement. Le fait que les autorités aient décidé de mettre en place des mesures d'incitation et d'encouragement des investissements immobiliers suggère que l'accès à la propriété est devenu plus facile pour les ménages marocains, sur le plan des procédures notamment, les incitant alors à accroître leur épargne dans cet objectif. Ainsi, dans la commune urbaine d'Essaouira, le taux annuel de construction de nouveaux logements entre 1998 et 2007 a atteint 29% (contre 7,7% dans la commune rurale de Bouaboud).

L'enquête montre que les ménages ruraux sont majoritairement propriétaires de leur logement : c'est le cas de 94,2% d'entre eux dans la commune de Bouaboud. Parmi eux, 76,9% ont hérité de leur logement et 7% l'ont acquis gratuitement (tableau 5), ce qui traduit l'ampleur du transfert du patrimoine immobilier en zone rurale.

Tableau 5. Répartition des ménages selon le mode d'acquisition du logement à Bouaboud

Mode d'acquisition	Part (en % des ménages)
Héritage	76,9
Achat sans crédit	7,9
Gratuit (de la famille et proches)	7,0
Autres	8,2
Total	100,0

Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

La part de propriétaires en 2007 à Essaouira est moindre (52,6% des ménages) et l'héritage semble jouer un rôle moins important dans le mode d'acquisition du logement (tableau 6). Il est donc probable que les ménages aient eu besoin d'épargne pour acquérir leur logement.

A partir des revenus moyens et des dépenses moyennes de consommation des propriétaires et des non-propriétaires dans les deux communes, nous pouvons alors calculer une épargne moyenne en fonction du statut d'occupation du logement (tableau 7).

Dans la zone urbaine d'Essaouira, cette épargne moyenne s'avère plus élevée chez les propriétaires (2664 dirhams) que chez les autres (1500 dirhams) et ce, bien que les dépenses de consommation soient aussi, dans le même temps, plus élevées. Cela s'explique par la nette supériorité des revenus des proprié-

taires qui leur permet d'épargner plus que les autres malgré des dépenses de consommation plus fortes et un accès à la propriété déjà réalisé. L'inverse vaut dans la commune rurale de Bouaboud où les ménages perçoivent des revenus comparables qu'ils soient propriétaires ou non mais consomment moins dans le second cas, ce qui leur permet d'épargner davantage, peut-être dans l'optique d'acquérir leur logement.

Tableau 6. Répartition des ménages selon le statut d'occupation du logement et le mode d'acquisition du logement à Essaouira

Statut d'occupation	Part (en % des ménages)
Propriétaire	52,6
Locataire	36,3
Gratuit	6,1
Autres	5
Total	100
Mode d'acquisition	Part (en % des ménages)
Héritage	76,9
Achat sans crédit	7,9
Gratuit (de la famille et proches)	7,0
Autres	8,2
Total	100,0

Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

Tableau 7. Revenu, dépenses de consommation et niveau d'épargne moyen, selon le statut d'occupation du logement

En moyenne, en dirhams	Propriétaires		Non propriétaires	
	Bouaboud	Essaouira	Bouaboud	Essaouira
Revenu	16 419	43 674	16 111	29 313
Dépenses de consommation	16 006	41 009	13 858	27 813
Epargne	413	2 664	2 253	1 500

Source : Enquête CBMS, 2007, calculs des auteurs.

Tableau 8. Accès des ménages à l'agriculture et à l'élevage

Caractéristiques liées à la propriété et à l'exploitation	Part (en % des ménages) à Essaouira	Part (en % des ménages) à Bouaboud
Ménages possédant des terres agricoles	18,6	73,2
Ménages exploitant des terres agricoles	9,6	69,4
Ménages possédant du bétail	4,9	66,2
Ménages procédant à l'élevage de bétail	1,2	51,3

Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

L'enquête CBMS permet aussi d'explorer l'accès à l'agriculture et à l'élevage des ménages d'Essaouira et de Bouaboud. Il apparaît que dans la commune urbaine d'Essaouira une tranche appréciable des ménages est toujours liée au milieu rural par sa possession des terres agricoles et/ou de bétail et par son implication dans l'exercice agricole et d'élevage (tableau 8).

Les exploitations agricoles détenues par les ménages urbains sont majoritairement des petites exploitations de moins de un hectare, tandis que celles détenues par les ménages ruraux sont plutôt de taille moyenne, comprises entre un et deux hectares (tableau 9).

En termes d'épargne, les ménages qui possèdent de la terre et/ou du bétail épargnent plus, en moyenne, que les autres et ce, quel que soit leur lieu de résidence (tableau 10). Nous vérifions de nouveau que l'épargne est une fonction croissante du revenu, ce qui est confirmé par le fait que les plus gros épargnans sont aussi les ménages qui possèdent les plus grandes superficies de terre. Ainsi, les propriétaires d'au moins 10 hectares de terres agricoles épargnent en moyenne 1632 dirhams à Bouaboud et 3688 dirhams à Essaouira.

Tableau 9. Répartition selon la superficie des terres agricoles en propriété

Superficie	Part (en % des ménages) à Essaouira	Part (en % des ménages) à Bouaboud
Moins d'1 ha	59,6	14,9
1 ha à moins de 2 ha	13,5	20,4
2 ha à moins de 3 ha	6,0	17,6
3 ha à moins de 4 ha	7,0	11,3
4 ha et +	13,9	35,8
Total	100,0	100,0

Source : Enquête CBMS, premiers résultats, 2007.

Par ailleurs, l'épargne reste l'apanage des urbains qui épargnent environ 5 fois plus que les ruraux, propriétaires de terres et/ou de bétail ou non (tableau 10).

Tableau 10. Epargne moyenne selon la possession de terres agricoles et de bétail (en dirhams)

	Propriétaires		Non propriétaires	
	Bouaboud	Essaouira	Bouaboud	Essaouira
Selon la possession de terres agricoles				
Revenu	17 107	47 316	13 917	34 458
Dépenses de consommation	16 558	44 327	13 509	32 548
Epargne	549	2 989	407	1 910
Selon la possession de bétail				
Revenu	17 150	43 087	12 055	36 496
Dépenses de consommation	16 619	40 417	11 620	34 416
Epargne	530	2 669	435	2 079

Source : Enquête CBMS, calculs des auteurs.

En conclusion, l'observation des statistiques descriptives présentées depuis fournit une première analyse des comportements et des potentiels déterminants de l'épargne des ménages pour un échantillon de la population marocaine mais il convient de préciser leur influence à partir d'une analyse économétrique.

3. LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES MÉNAGES : ESTIMATIONS ÉCONOMÉTRIQUES

Dans cette section, nous tentons d'identifier précisément les déterminants de l'épargne des ménages, à l'aide de méthodes économétriques appropriées. L'analyse descriptive ayant mis en évidence de sensibles différences de comportements des ménages en termes d'épargne selon leur milieu géographique, la population totale étudiée est décomposée en deux sous populations : les ménages de la zone urbaine (Essaouira) et ceux de la zone rurale (Bouaboud).

La démarche a consisté à tester un certain nombre de variables susceptibles d'influencer le comportement d'épargne des ménages, déduites de l'analyse précédente. Les déterminants ont été introduits progressivement dans les modèles d'épargne, dans le cadre de la procédure « pas à pas ».

Les premiers modèles testés retiennent pour variables explicatives : le revenu, la taille du ménage (nombre d'individus composant le ménage), l'alphabetisation du chef du ménage, le nombre d'inactifs au sein du ménage (modèles I à II), c'est-à-dire un vecteur de facteurs économiques.

Des facteurs démographiques sont ensuite pris en compte. Il s'agit notamment de l'âge et du genre (modèle III à IV), l'âge étant intégré de manière linéaire mais aussi sous forme quadratique afin de tenter de capter un quelconque effet cycle de vie (Ando et Modigliani, 1963).

Dans le modèle V, un terme d'interaction entre le genre et le revenu a également été testé car là aussi, il est probable que l'effet du genre du chef de ménage sur le montant épargné ne soit pas linéaire et diffère en fonction de son niveau de revenu.

3.1. Résultats dans la commune urbaine d'Essaouira

Les résultats portant sur la commune d'Essaouira sont présentés dans le tableau 11.

Les résultats en termes d'impact du revenu et de la taille du ménage sont ceux attendus. De même que Gibson and Scobie (2001), nous montrons que le revenu affecte significativement le niveau d'épargne des ménages marocains. Selon le modèle I, lorsque le revenu augmente de 1 dirham l'épargne des ménages s'accroît de 0.067 dirhams. Parallèlement, la taille du ménage affecte négativement son épargne. Une personne supplémentaire au sein du ménage réduit ainsi l'épargne potentielle de 300 dirhams en moyenne, quel que soit le modèle. L'intervalle de confiance qui permet de rendre compte de la précision de cet impact nous indique que la baisse associée serait comprise entre 60 et 600 dirhams. Ce résultat est robuste puisqu'après avoir instrumentalisé la variable revenu³, soupçonnée d'être endogène, les valeurs relatives des coefficients sont stables. D'après le modèle I, la baisse de l'épargne liée à l'augmentation de la taille du ménage est de 324 dirhams.

³ Les instruments considérés sont : la possession de terre et la détention de bétail.

**Tableau 11. Résultats des estimations de l'épargne des ménages
à Essaouira**
Variable expliquée : Epargne des ménages

Modèles	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)
Constante	682.43 (579.62)	746.93 (752.11)	788.00 (2550.50)	408.05 (572.78)	1403.38*** (540.60)
Revenu	0.067*** (0.025)	.049** (0.020)	0.065*** (0.025)	0.066*** (0.024)	0.031* (0.017)
Taille du ménage	-324.13** (139.14)		-297.68* (165.85)	-339.84** (145.39)	-327.05** (137.79)
Alphabétisation	673.67 (555.11)	959.08 (692.78)	516.76 (595.39)	502.91 (583.22)	559.88 (477.61)
Nombre d'inactifs		-367.53* (196.87)			
Age			18.35 (97.91)		
Age ²			-0.36 (0.81)		
Genre (1:homme)				656.90 (624.30)	-1523.07*** (579.07)
Genre*revenu					0.063*** (0.022)
Observations	352	352	352	352	352
R ²	0.32	0.27	0.31	0.31	0.35

Source : Enquête CBMS, calculs des auteurs.

Nota : écart-type entre parenthèses.

* significatif à 10 %, ** significatif à 5 % et *** significatif à 1 %.

Nous avons également pris en compte la variable d'alphabétisation laquelle nous indique si le chef de ménage sait lire et écrire. L'impact de cette variable sur l'épargne n'est pas statistiquement significatif.

Le modèle II montre une forte corrélation entre la taille du ménage et le nombre d'inactifs au sein du ménage car lorsque la variable « taille » est remplacée par le nombre d'inactifs, l'impact sur l'épargne se révèle similaire. Ainsi globalement, c'est bien un « effet taille » du ménage qui domine et non pas un « effet statut vis-à-vis de l'inactivité » des membres qui composent le ménage. Ce résultat est très robuste et le demeure après avoir instrumentalisé le revenu.

Nous avons ensuite considéré l'âge, puis l'âge et son carré, pour tester l'impact de l'évolution du cycle de vie sur l'épargne et déterminer l'âge pour lequel l'épargne serait maximale (modèle III). Dans les deux cas, la variable d'âge n'est pas significative ce qui traduit le fait que les ménages d'Essaouira n'épargnent pas de manière significativement différente en fonction de l'âge de leur chef. Toutefois, en supposant que les signes obtenus soient interprétables malgré l'absence de significativité des coefficients, il apparaît que conformément au modèle de cycle de vie en matière d'épargne de Modigliani et Brumberg (1954), l'épargne augmente avec l'âge puis diminue aux âges élevés. L'âge du chef de ménage pour lequel l'épargne est la plus élevée est de 24 ans mais là encore, ce résultat est à prendre avec précaution dans la mesure où les valeurs des coefficients ne sont pas significatives non plus.

Contrairement à ce que laissaient supposer les statistiques descriptives, le comportement d'épargne n'est pas différent selon que le chef de ménage est un homme ou une femme, toutes choses égales par ailleurs : la variable « genre », considérée dans le modèle IV, n'est pas significative. Nous avons alors procédé à des approfondissements en considérant un terme d'interaction entre le genre et le revenu (modèle V). Les résultats deviennent plus robustes. La prise en compte de cette variable montre que le genre a une influence non nulle mais ambiguë sur l'épargne. En effet, lorsque le revenu augmente, toutes choses égales par ailleurs, le montant d'épargne s'accroît. Parallèlement, lorsqu'une femme est à la tête du ménage, le montant d'épargne est significativement supérieur à celui constaté lorsque c'est un homme. Mais, en contrepartie, le montant d'épargne augmente plus fortement quand le revenu augmente, si c'est un homme qui est chef de ménage. La conclusion de l'analyse descriptive qui montre qu'à Essaouira les ménages conduits par des hommes épargnent davantage que les ménages dont la femme est le chef doit donc être nuancée : ce n'est le cas que pour les revenus élevés.

3.2. Résultats dans la commune rurale de Bouaboud

Les mêmes modèles ont été testés pour la communauté rurale de Bouaboud (tableau 12).

Les résultats des estimations relatives au premier modèle (modèle I) dans lequel les variables « revenu », « taille du ménage » et « alphabétisation » sont considérées, montrent que seule l'alphabétisation affecte significativement l'épargne des ménages. Pour les ménages vivant en milieu rural, le fait de savoir lire et écrire distingue davantage les chefs de ménages en termes d'épargne que leur revenu.

La prise en compte du nombre d'inactifs au sein du ménage à la place de la taille du ménage n'améliore pas les résultats du modèle II. Il en va de même dans les modèles III et IV qui considèrent les variables « Age », « Age au carré » et « Genre ». Les coefficients rattachés à ces variables ne sont pas statistiquement significatifs. Enfin, l'interaction entre le revenu et le genre du chef de ménage (modèle V) améliore les résultats du modèle, le signe de l'interaction étant identique à celui observé pour la commune urbaine d'Essaouira. Toutes choses égales par ailleurs, les ménages ayant à leur tête un homme épargnent d'autant plus que leur revenu est élevé. Ainsi, globalement, la modélisation du comportement d'épargne des ménages dans le milieu rural fait apparaître deux déterminants, à savoir l'alphabétisation du chef de ménage et le terme d'interaction entre le genre et le revenu.

Pour toutes les équations testées en milieu rural, la significativité globale du modèle est faible. Plusieurs arguments peuvent être avancés : la faiblesse de l'épargne des ménages ruraux et la difficulté d'épargner en zone rurale, notamment en raison d'un accès limité aux intermédiaires financiers formels. D'une part, l'épargne moyenne de la population rurale de la commune de Bouaboud est de 515 dirhams, la médiane est de 140 dirhams. Aussi 88 % des ménages épargnent moins de 515 dirhams par an. Très peu de ménages ont donc la possi-

bilité d'épargner en raison même de la faiblesse de leur revenu et de leur niveau de vie. D'autre part, depuis le début des années 2000, les institutions de crédit au Maroc ont multiplié les efforts pour développer l'offre de produits et de services financiers (Beck and al., 2000). Pourtant, nos résultats conduisent à penser que ces institutions ne sont pas parvenues à attirer l'épargne des ménages ruraux.

Tableau 12. Résultats des estimations de l'épargne des ménages à Bouaboud
Variable expliquée : épargne des ménages

Modèles	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)
Constante	-435.55 (460.83)	-291.78 (443.25)	-441.94 (1114.86)	-442.57 (409.11)	78.73 (213.81)
Revenu	0.074 (0.048)	0.056* (0.032)	0.068 (0.045)	0.073 (0.049)	0.012 (0.009)
Taille du ménage	-73.30 (96.89)		-60.17 (94.12)	-73.16 (96.62)	-18.84 (67.67)
Alphabétisation	524.48** (259.02)	536.76** (255.85)	521.57** (256.75)	523.21** (264.74)	557.08** (264.16)
Nombre d'inactifs		-64.07 (72.42)			
Age			7.72 (36.03)		
Age ²			-0.13 (0.33)		
Genre (1: homme)				11.43 (149.17)	-315.74 (281.39)
Genre*revenu					0.029* (0.017)
Observations	294	294	294	294	294
R ²	0.03	0.05	0.04	0.03	0.06

Source : Enquête CBMS, calculs des auteurs.

Nota : écart-type entre parenthèses.

* significatif à 10 %, ** significatif à 5 % et *** significatif à 1 %.

D'autres facteurs explicatifs de l'épargne en zone rurale doivent donc être exploités et notamment, l'impact de la variation de la valeur financière des terres et du bétail mais aussi le rôle des transferts financiers.

CONCLUSION

La mobilisation de l'épargne disponible et son affectation constituent une des stratégies majeures des institutions marocaines pour promouvoir l'investissement, la croissance et pour permettre de déterminer une politique d'offre en adéquation avec les besoins des ménages.

L'analyse empirique de l'épargne des ménages que nous avons menée a permis de dégager un certain nombre de comportements en fonction de caractéristiques socio-démographiques des ménages enquêtés. Ainsi, nous montrons, pour la commune urbaine d'Essaouira, que la taille du ménage affecte négati-

vement son épargne, de même que le nombre d'inactifs au sein du ménage. Parallèlement, le revenu agit positivement sur l'épargne et ce, d'autant plus que le chef de ménage est un homme. L'hypothèse selon laquelle les femmes épargneraient plus que les hommes est donc remise en cause dans ce cas.

En revanche, nous montrons que les comportements d'épargne dans la commune rurale de Bouaboud reposent sur des facteurs différents. Hormis l'alphabétisation et l'interaction entre le genre et le revenu qui influencent significativement l'épargne des ménages, les autres déterminants considérés tels que la taille du ménage, l'âge et le genre du chef de ménage ne sont pas significatifs. D'autres déterminants restent donc à explorer pour tenter d'observer les spécificités des ménages vivant en milieu rural en matière d'épargne, en particulier la variation des possessions de terres et de bétail, ou encore les transferts financiers. Seule une enquête réalisée sur plusieurs périodes au niveau d'un échantillon de la population plus important permettrait d'approfondir ces premiers résultats.

REFERENCES

- Abdesselam F., 2006-2007, *Enquête CBMS : Rapports sur les communes d'Essaouira et de Bouaboud*, Ministère de l'Economie et des Finances.
- Agenor P.R., El Aynaoui K., 2005, Politiques du marché du travail et chômage au Maroc : une analyse quantitative, *Revue d'Économie du Développement*, n°1, pp. 5-51.
- Ando A., Modigliani F., 1963, The life cycle hypothesis of saving: Aggregate implications and tests, *American Economic Review*, Vol. 53, pp. 55-84.
- Beck T.H.L., Demirgüç-Kunt A. , Levine R., 2000, A new database on financial development and structure, *World Bank Economic Review*, Vol. 14, No. 3, pp. 597-605.
- Banque mondiale, 2005, Stratégie de coopération avec le Royaume du Maroc, rapport n° 31879-MA.
- Carpenter S.B., Jensen R.T., 2002, Household participation in formal and informal savings mechanisms: evidence from Pakistan, *Review of Development Economics*, Vol. 6, No. 3, pp. 314-328.
- El Aoufi N., Bensaïd M., 2005, *Chômage et employabilité des jeunes au Maroc*, Cahiers de la stratégie de l'emploi.
- Enquête CBMS, 2007, Community Based Monitoring System, Ministère de l'Economie et des Finances (Maroc).
- Gibson J., Scobie G., 2001, Household saving behaviour in New Zealand: a cohort analysis, New Zealand Treasury, Working paper n°18.

- Goldstein G., Barro I., 1999, Etude sur le rôle et l'impact des services et produits d'épargne du secteur informel et des institutions de microfinance en Afrique de l'Ouest, PNUD-FENU, Unité Spéciale pour la Microfinance (SUM), MicroSave-Africa, mimeo.
- HCP, 2006, Comptes de la nation de base 1998, Royaume du Maroc.
- HCP, 2007, Recensement Général de la Population et de l'Habitat.
- Kulikov D., Paabut A., Staehr K., 2007, A microeconometric analysis of household saving in Estonia: Income, wealth and financial exposure, Working Paper No.8, Estonian National Bank.
- Modigliani F., Brumberg R., 1954, *Utility analysis and the consumption function: An interpretation of cross-sectional data*, Rutgers University Press.
- Projet CBMS – Maroc, 2006-2007a, Commune rurale de Bouaboud, Rapport de résultats, Premier passage mars-avril 2007, Ministère des Finances et de la Privatisation et Fonds des Nations Unies pour le Développement des Femmes.
- Projet CBMS – Maroc, 2006-2007b, Commune urbaine d'Essaouira, Rapport de résultats, Premier passage mars-avril 2007, Ministère des Finances et de la Privatisation et Fonds des Nations Unies pour le Développement des Femmes, septembre 2007.
- Robinson M., 2004, Mobilizing savings from the public: basics principles and practices, Working Paper USAID.

HOUSEHOLD SAVINGS DETERMINANTS IN MOROCCO: AN ANALYSIS BY GEOGRAPHICAL AREA

Abstract - This article provides an analysis of the microeconomic determinants of household savings behaviour in Morocco both in urban and rural areas. Our descriptive statistics indicate several and relatively similar savings determinants in Morocco regardless of the area considered. Then, we estimate household saving models using economic and demographic variables. Econometric results do not confirm our previous results. Indeed, current income strongly affects the savings level in the urban area whereas the literacy of the household's head is determinant in the rural one. However, the life cycle hypothesis is not supported by the results. The household's size has a significant negative impact in the urban case only, while women heads of household save more than men, except for highest income levels. The results clearly show that savings household's behaviour is different depending on the home geographical area.

Key-words: SAVINGS, MICROECONOMETRICS, INDIVIDUAL DATA, MOROCCO.